

# Un nombre croissant de dirigeants mis en cause pour leur gestion de la pandémie

En dépit de l'union sacrée, on commence à demander des comptes à politiques et hauts fonctionnaires dans de nombreux pays occidentaux pour déni de la pandémie, manque de tests et équipements, ou gestion approximative de la prophylaxie.



**Par Yves Bourdillon**

Déni de la pandémie, mesures prophylactiques tardives, manques de tests et de masques... Les mises en cause politiques, voire juridiques, se multiplient dans les pays occidentaux contre des ministres ou des hauts fonctionnaires.

Certes, l'union sacrée contre le Covid-19 gêne les partis d'opposition tentés de demander des comptes aux gouvernants. Pour l'instant, aucune motion de censure ou procédure de destitution n'a d'ailleurs été lancée au niveau national contre quiconque dans une démocratie. Même si de nombreuses plaintes ont été enregistrées aux Etats-Unis pour exiger diverses mesures ou compensations financières.

**« Déni » des autorités**

Ce qui n'empêche pas, des deux côtés de l'Atlantique, des critiques politiques, ou médiatiques sur telle ou telle mesure jugée trop tardive ou insuffisante. Donald Trump est accusé par des médias et des figures des démocrates d'avoir longtemps minimisé la pandémie et le gouverneur de Géorgie, Brian Kemp, est sur la sellette pour avoir reconnu qu'il croyait jusqu'à jeudi dernier que le Covid-19 n'était pas contagieux. Les autorités espagnoles sont critiquées pour avoir continué d'autoriser très tardivement de grands rassemblements, notamment la marche des femmes du 8 mars défilant aux cris de « *le machisme tue plus que le coronavirus* ». En France, le « Journal international de médecine » s'interrogeait dès le 6 mars sur « *les soupçons d'impréparation* » qui « *se multiplient* » et pointait des situations « *inquiétantes* » de pénurie de masques FFP2, ainsi que le « *déni* » des autorités.

Au Royaume-Uni, la polémique a porté sur le temps mis par le gouvernement de Boris Johnson à admettre que sa stratégie d'immunité collective était intenable. Le premier ministre britannique est d'ailleurs hospitalisé depuis dimanche. Au Brésil, des manifestants réclament la destitution du président Jair Bolsonaro pour son déni de la pandémie. Confinés eux-mêmes par peur du Covid19, ils s'adonnent à un « *panelaço* », pratique courante en Amérique du Sud qui consiste à manifester son mécontentement depuis sa fenêtre en tapant sur des casseroles.

## **Avalanche de plaintes**

Des collectifs de citoyens, des proches de malades et, surtout des syndicats de personnel soignant n'hésitent pas à porter plainte en nom collectif, généralement pour mise en danger de la vie d'autrui ou violence involontaire.

Les premiers sont 400 vacanciers allemands et scandinaves qui demandent depuis mi-mars des comptes aux autorités du Tyrol autrichien accusées d'avoir laissé se développer un foyer de contamination. Une partie de la classe politique autrichienne a d'ailleurs dénoncé une gestion « *scandaleuse* » de ce foyer épidémique. Le gouvernement n'a pas exclu que « *des fautes aient été commises* », promettant un audit lorsque la crise sera passée.

En Roumanie, médecins et infirmiers, qui représentent un dixième des cas recensés dans le pays, estiment être « *envoyés à la mort les mains nues* » et ont lancé des pétitions et des procédures judiciaires. En France, une dizaine de plaintes contre le Premier ministre, Edouard Philippe, l'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, et son successeur, Olivier Véran, la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, ou bien la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, ont été déposées auprès de la Cour de justice de la République, seule instance habilitée à juger des ministres pour, par exemple, des négligences dans l'exercice de leurs fonctions. On dénombre parallèlement, ce lundi, sur une plateforme dédiée lancée fin mars 130.000 plaintes contre le gouvernement. Un nombre sans équivalent au monde.

**Yves Bourdillon**